Précarité et COVID-19 en Colombie : brève cartographie des violences

Precariousness and COVID-19 in Colombia: A Brief Mapping of the Violence

Priscyll Anctil Avoine

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/14859>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.14859](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.14859)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Priscyll Anctil Avoine, « Précarité et COVID-19 en Colombie : brève cartographie des violences », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2021, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 23 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/14859> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.14859>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

UN MONDE EN TRANSFORMATION

La mondialisation face à la crise;
l'impact de la COVID-19 sur la gouvernance globale

21 experts se prononcent

Hors-série | Novembre 2021

Couverture et montage

<http://www.vincentdeblock.com/>

Mise en page et graphisme

Catherine Saint-Onge

saintonge.catherine91@gmail.com

PRÉCARITÉ ET COVID-19 EN COLOMBIE : BRÈVE CARTOGRAPHIE DES VIOLENCES

Priscyll Anctil Avoine

Candidate au doctorat en science politique et études féministes (UQAM) et stagiaire Vinnova à Lund University

« La Colombie continue de vivre de multiples formes de violences liées à l'extractivisme, au trafic de drogue et à la perpétuation des inégalités socioéconomiques »

Selon les estimations de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL)¹, le nombre total de personnes en situation de pauvreté dans cette région a atteint les 209 millions à la fin 2020, soit 22 millions de plus qu'en 2019, un niveau sans précédent depuis les dernières décennies. Sur le continent latino-américain, la Colombie a une position particulière : il s'agit à la fois d'un pays confrontant un conflit armé interne, une migration massive de populations provenant du Venezuela, mais aussi, qui fait face à d'importants soulèvements politiques contre la précarité économique depuis la fin 2019 en dépit des mesures sanitaires liées à la COVID-19. La

question qui m'occupe dans cet article est ce contexte politique et socioéconomique particulier de la Colombie, en présentant une brève analyse des violences en temps de pandémie globale.

Un contexte de crises multiples

Si au début de la crise de la COVID-19, la Colombie semblait maintenir de bas taux de décès comparativement à beaucoup de pays de la région, elle est maintenant au 10^e rang mondial en termes de cas et de décès avec, en date du 14 juin 2021, 3,75 millions de cas et 95 778 décès.

¹ Des réflexions préliminaires contenues dans cet article ont été publiées dans *E-International Relations*.

En ligne : <<https://www.e-ir.info/2020/06/10/opinion-covid-19-in-colombia-migration-armed-conflict-and-gendered-violence/>>.

La pandémie s'est installée au pays sous fond de contestation sociale, avec un mécontentement généralisé en Amérique latine contre les politiques néolibérales, et, en Colombie, contre celles du gouvernement d'Iván Duque. Plusieurs manifestations massives avaient eu cours à partir de novembre 2019, contre le contexte de violences croissantes au pays. En effet, en dépit de l'accord signé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple (Farc-ep) en 2016, plusieurs groupes sont toujours en armes, avec une reconfiguration des pouvoirs locaux pour le contrôle territorial. De plus, la Colombie continue de vivre de multiples formes de violences liées à l'extractivisme, au trafic de drogue et à la perpétuation des inégalités socioéconomiques.

En parallèle, les déplacements massifs de populations, tant sur le plan interne qu'en provenance du Venezuela, ont augmenté drastiquement depuis 2016, ce qui a causé de fortes pressions politiques et économiques dans un pays déjà affecté par un conflit armé interne depuis plus de 60 ans. Également, la crise sanitaire n'a pas mis frein à la montée alarmante des assassinats des personnes activistes des droits humains : l'organisation Indepaz a comptabilisé plus de 1100 personnes assassinées depuis 2016 et, seulement entre janvier et mai 2021, 41 massacres perpétrés au pays.

Comme l'État n'assume pas les rôles institutionnels, politiques et administratifs qui lui reviennent, les groupes criminels et les groupes armés politiquement organisés ont pris le contrôle des territoires et ont menacé les populations qui ne « respectaient » pas les

mesures sanitaires. Face à ses propres failles, l'État a également priorisé la militarisation dans plusieurs départements pour faire respecter des mesures qui ne faisaient pas sens avec la majorité des emplois – informels et quotidiens – de la majorité de la population.

Dans les zones rurales, les groupes armés ont utilisé la force, les pamphlets de menace, le contrôle du territoire par les armes pour réorganiser leur pouvoir local. Les populations paysannes sont particulièrement touchées par le manque d'accès aux soins de santé, de même qu'aux services de base. Par exemple, plus de deux millions de personnes dans le pays n'ont pas accès aux services d'eau courante et d'aqueduc, les privant ainsi de la possibilité de se conformer aux normes de lavage des mains pour se protéger des infections.

Nous sommes donc face à de multiples crises : des inégalités sociales qui ont conduit à des manifestations sans précédent, un conflit armé interne, des migrations massives et une pandémie globale.

Privatisation de la crise

Les corps n'ont pas vécu de la même manière la contagion. En Colombie, comme dans plusieurs pays latino-américains, la pandémie a montré les impacts drastiques des politiques néolibérales mises en place dans les différents pays de la région depuis les années 1980, affectant davantage certaines populations déjà précarisées. Comme l'a souligné le professeur Noam Chomsky, la crise globale a particulièrement atteint le sud global et les secteurs les plus vulnérables de l'Occident en

révélant les profondes failles des modèles économiques dominants. C'est d'ailleurs cette façon de voir l'économie qui a créé de sérieuses inégalités sociales, privatisant et affaiblissant les systèmes de santé qui aujourd'hui doivent affronter la pandémie.

Sur le plan institutionnel, certains départements n'ont pratiquement aucune capacité en termes d'infrastructures – notamment des lits aux soins intensifs – et les régions frontalières ou difficiles d'accès s'inquiètent particulièrement à ce sujet. En effet, la Colombie a historiquement peiné à contrôler son territoire national sur les plans administratif, politique et économique. De la même manière, sur le plan économique, le gouvernement d'Iván Duque n'a pas su répondre aux conséquences désastreuses de la COVID-19. Selon le Département administratif national de statistiques (DANE), plus de 500 000 commerces ont dû fermer leurs portes et 4,1 millions de personnes sont sans emploi. De même, 42,5 % de la population est en condition de pauvreté (comparé à 35,7 % en 2019) et 2,8 millions de personnes se sont ajoutées à la population en conditions d'extrême pauvreté.

D'ailleurs, depuis le début de la crise, le gouvernement Duque a été fortement critiqué pour sa lenteur à prendre des mesures politiques et sociales, mais aussi en raison de sa difficulté à donner des réponses aux enjeux économiques de la pandémie. Cette approche occidentalocentrée et axée sur la privatisation, la hiérarchisation des corps et la « responsabilisation individuelle » est d'ailleurs au cœur des critiques qui animent les manifestations sociales en cours depuis le 28 avril 2021.

Les impacts genrés de la pandémie

En Colombie, comme dans la vaste majorité des pays, les décès ne sont pas seulement reliés à la pandémie. Les femmes, filles et corps féminisés ont été durement touchées par les conséquences économiques et politiques de la pandémie, mais aussi par les mesures de confinement, qui les ont exposés à leurs agresseurs. En date de novembre 2020, les chiffres montraient que 167 femmes ont été assassinées durant la première quarantaine, la plupart par leur conjoint. L'organisation *Feminicidios Colombia* a recensé 217 féminicides en 2020 et les appels téléphoniques contre les violences sexistes ont doublé depuis le début des mesures sanitaires.

Ces violences sont en relation directe avec une donnée importante : pour plusieurs femmes, la maison n'est pas un lieu de protection. De fait, la manière dont les politiques publiques de la santé sont pensées passe souvent outre les affectations différenciées selon le genre, alors que 77 % des femmes victimes de violences sexuelles en Colombie le sont dans leur propre maison.

En calquant les mesures contre la crise sanitaire sur des pays n'ayant pas les mêmes schèmes d'emploi, le travail informel et la précarisation économique des femmes n'est pas pris en compte. Ces dernières se trouvent surreprésentées dans le secteur informel, leur survie étant directement reliée à l'entrée quotidienne d'argent. De la sorte, le confinement représente une atteinte à leur possibilité de répondre à leurs besoins de base et à ceux de leurs enfants. Notamment,

les femmes qui travaillent comme employées domestiques sont particulièrement touchées : en Colombie, on estime que la presque totalité des personnes employées dans les maisons sont des femmes, la plupart d'entre elles ne gagnant pas le salaire minimum. Elles ont été hautement précarisées durant la quarantaine, n'ayant souvent aucun contrat ni régime de sécurité sociale. Selon ONU Femmes, cette précarisation et ce caractère informel du travail des femmes se couple à l'exclusion de celles-ci des positions de leadership en Amérique latine face à leur surreprésentation dans le domaine de la santé et secteur social, pointant le travail de soin comme un pivot central de l'accumulation du capital au détriment des corps des femmes.

Enjeux migratoires et systèmes d'exclusion

Bauman et Donskis (2013) ont interrogé la modernité politique et remis en cause ses présupposés épistémiques, notamment en lien avec la notion de progrès, en révélant les exclusions intrinsèques de ses systèmes économiques et politiques. Dans le cas de la Colombie, cela nous permet de voir les « parias » de la modernité, consacré par le racisme systémique, entre autres envers les populations migrantes, afrodescendantes et autochtones.

Depuis 2016, la Colombie est l'un des pays récepteurs des personnes migrantes du Venezuela fuyant les conditions de précarité. En dépit des intentions de « régulariser » les statuts des personnes migrantes, la situation socioéconomique de ces dernières est cependant critique : la Colombie n'était pas prête institutionnellement à accueillir un si grand nombre de personnes en même temps

qu'elle affronte elle-même plusieurs enjeux, notamment ses millions de victimes du conflit armé interne.

Ces conditions de précarité économique se sont aggravées avec la COVID-19 : les personnes migrantes travaillent majoritairement dans le secteur informel et, pour la plupart, elles n'ont pas de maisons pour se confiner. Leur survie économique dépend grandement des ressources qu'elles réussissent à mobiliser sur le chemin migratoire, souvent en transitant plusieurs pays dans des conditions matérielles et corporelles extrêmement précaires.

Sur les près de deux millions de personnes originaires du Venezuela qui ont migré vers la Colombie depuis 2016, la moitié n'ont pas de statut régularisé, ce qui les prive automatiquement de l'accès au système de santé. Cette situation est préoccupante, car beaucoup d'entre elles sont des femmes avec leurs enfants ou des femmes enceintes. Profamilia et USAID rapportent que « 184 455 filles vénézuéliennes migrantes et réfugiées sont particulièrement exposées aux inégalités d'âge et de genre », ce qui a un impact direct sur leur sécurité et les expose à « la violence physique et psychologique telle que la malnutrition, l'abandon, le trafic à des fins d'exploitation sexuelle et différentes formes de violence sexuelle ». Face à la précarité économique, elles sont donc hautement exposées aux situations de prostitutions et aux féminicides à la frontière en plus de vivre des violences sexospécifiques comme l'absence de mesures spécifiques pour leur santé sexuelle et reproductive. Cette inégalité d'accès au système de santé est encore aggravée par la crise COVID-19 : la lenteur des

réponses du gouvernement colombien aux questions de migration était déjà largement critiquée avant l'apparition de la pandémie. Selon Profamilia & USAID, la mise en œuvre de mesures visant à atténuer la propagation de COVID-19 pourrait « compromettre les résultats de la réponse en matière de droit à la santé des migrants et des réfugiés » et accentuer « l'exclusion sociale et les dilemmes éthiques quant à savoir qui devrait recevoir des soins hospitaliers », généralement en fonction de leur statut pour l'accès au système de santé.

Intersectionnalité : la réponse des politiques publiques contre la précarité ?

Depuis 2019, les manifestations massives sur l'ensemble du territoire colombien ont, en dépit des mesures sanitaires, deux caractéristiques importantes : la mobilisation contre la précarité et la convergence des luttes contre celle-ci, rassemblant plusieurs groupes, tels que les étudiant-es, les syndicats, les retraité-es, les organisations féministes, les autochtones, les mères, les professeur-es, les afrocolombien-nes et défenseur-es de l'environnement.

Dans leur note de recherche, Hankivsky et Kapilashrami (2020) proposent de se pencher sur les analyses intersectionnelles en matière de politiques publiques afin d'améliorer les réponses aux pandémies globales. Trois pistes de réflexions se dégagent d'une telle

approche : premièrement, la nécessité de diversifier à la fois les mesures que les formes de leadership pour trouver des solutions à la Covid-19. Il s'agit donc de décoloniser nos vues sur les mesures sanitaires, mais aussi sur des notions comme le soin ou le travail.

Une deuxième piste découle de la nécessité d'interroger, à partir d'une perspective féministe intersectionnelle, les inégalités non seulement socioéconomiques, mais aussi marquées par la race et le genre. Dans cette prise en compte des multiples inégalités, il apparaît, à la lumière de l'analyse du cas colombien, qu'il devient primordial de lier l'étude des mesures économiques et de santé publique aux interrogations sur le travail informel et son rapport au genre.

Une troisième piste de recherche concerne les questions de la violence en temps de pandémie : celle-ci étant partie prenante de la réalité quotidienne dans plusieurs pays, elle exige l'adaptation des mesures politiques et économiques. Plusieurs de ces formes de violence sont directement liées à la précarité induite par le capitalisme néolibéral ; ainsi, des recherches sont nécessaires pour comprendre les conséquences de ces politiques néolibérales et des guerres contemporaines sur les populations et comment s'imbriquent ces réalités avec d'autres situations d'urgence comme c'est le cas avec la COVID-19.

Bibliographie

Bauman, Zygmunt et Leonidas Donskis (2013), *Ceguera moral : La pérdida de sensibilidad en la modernidad líquida*. Barcelone, Ediciones Paidós.

Hankivsky, Olena et Anuj Kapilashrami (2020), *Beyond Sex and Gender Analysis: An Intersectional View of the COVID-19 Pandemic Outbreak and Response*, Melbourne, Global Policy Institute.

Profamilia (2020), *Desigualdades en salud de la población migrante y refugiada venezolana en Colombia : ¿Cómo manejar la respuesta local dentro de la emergencia humanitaria ?* Bogotá, Profamilia & OFDA-USAID.